

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité – Travail**

\*\*\*\*\*



**Conférence de l'Association des Maires de Centrafrique**

**(AMCA)**

**Discours de Son Excellence  
Madame Catherine SAMBA-PANZA,  
Chef de l'Etat de la Transition**

**Bangui le 15 décembre 2014**

- Monsieur le Président du Conseil National de Transition,
- Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,
- Messieurs les Présidents des Institutions Républicaines,
- Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
- Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques et Postes Consulaires et Représentants d'Organisations Internationales,
- Monsieur le Vice Président de l'Association Internationale des Maires Francophones, Président de l'Association des Maires d'Afrique Centrale et Député – Maire de Brazzaville,
- Monsieur le Secrétaire Général de l'AIMF,
- Monsieur le Secrétaire Permanent de l'AIMF,
- Mesdames et Messieurs les membres des cabinets de la Présidence, du CNT et de la Primature,
- Mesdames et Messieurs les Préfets,
- Madame la Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui, Présidente de l'Association des Maires de Centrafrique(AMCA),
- Mesdames et Messieurs les Présidents des Délégations Spéciales des différentes communes du pays,
- Distingués Invités,
- Mesdames et Messieurs en vos rangs, grade et qualité,

C'est un réel plaisir pour moi de vous accueillir à Bangui, Capitale de notre pays, jadis séduisante par sa coquetterie que vous apprécierez diversement aujourd'hui. En décidant de faire le déplacement de Bangui, vous avez répondu à l'appel de l'amitié, de la fraternité, de l'unité et de la cohésion. Pour ceux qui sont venus de loin en vertu des liens d'amitié s'associer à leurs pairs de Centrafrique dans cette conférence, je leur souhaite la bienvenue et formule les vœux d'un agréable séjour à Bangui, qui malgré tout, saura aussi les surprendre agréablement par ses petits secrets jalousement conservés.

Mesdames et Messieurs les Présidents des Délégations Spéciales et pour le dire plus simplement, Mesdames et Messieurs les Maires de Centrafrique,

Ma joie est immense de me retrouver parmi vous, car en cet instant je me sens immergée parmi les autorités locales vivant dans les profondeurs de notre pays. Vous êtes l'illustration de la diversité de notre pays, symbole de sa richesse culturelle dont vous portez les marques.

Venus des différentes communes, je perçois également à travers vous, l'étendue géographique de la RCA et m'imagine les attentes des populations qui vous interpellent nuit et jour dans ce contexte particulièrement difficile, marqué par une destruction des valeurs d'unité et de dignité qui ont fondé la cohésion sociale, chère à Barthélémy

BOGANDA, père fondateur de la République Centrafricaine et premier maire de Centrafrique.

Distinguées personnalités,  
Mesdames et Messieurs,

La conférence qui se tient aujourd'hui, est l'heureux aboutissement d'un effort constant d'organisation qui a commencé depuis plusieurs mois, lorsque j'assumais les fonctions de Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui. Je suis ravie que ce qui, à l'origine, ne fût qu'un secret espoir pour moi, ait été suivie d'effet, grâce à l'appui actif, sans réserve et constant de Madame Yacinthe WODOBODE, actuelle Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui, à laquelle je rends hommage et grâce aussi à l'Association Internationale des Maires Francophones et à la ville de Brazzaville qui ont bien voulu apporter leur appui technique et financier.

C'est ici le lieu de saluer Madame Anne HIDALGO, Présidente de l'Association Internationale des Maires Francophones, qui aurait bien aimé être des nôtres. Ses nombreuses obligations de Maire de Paris l'en ont empêché. Je salue M. Hugues NGOUELONDELE, Maire de Brazzaville, Vice-Président de l'AIMF et parrain de la Conférence, venu avec une forte délégation congolaise ainsi que M. Khalifa SALL, Maire de Dakar, Secrétaire Général de l'AIMF.

Merci à Pierre BAILLET, Secrétaire Permanent de l'AIMF, pour le témoignage de son amitié constante par sa présence à Bangui. Il a assuré la continuité depuis l'idée jusqu'à la réalisation, en mettant à notre disposition tous les moyens utiles pour assurer le succès de la rencontre.

Je n'oublie pas M. Saïd JUMA, le Maire de Bujumbura, M. Fritz NTONE NTONE, le Délégué du Gouvernement auprès de la communauté urbaine de Douala, M. Christian NGOUA, représentant Mme le Maire de Libreville, Le Maire de Yaoundé, le Maire d'Abéché ainsi que tous les experts venus apporter leurs contributions au forum.

Mesdames et Messieurs,

Pour ceux qui l'ignorent, l'AIMF est engagée en Centrafrique depuis les années 80 à travers plusieurs projets, aux côtés de l'Association des Maires de Centrafrique (AMCA) dans le renforcement de ses structures et des compétences de ses membres en matière de planification urbaine et de gestion municipale. Je me réjouis du nouvel élan de solidarité et d'amitié de l'AIMF à l'égard de notre pays touché au plus profond de ses racines.

Mesdames et Messieurs les Préfets,  
Mesdames et Messieurs les Maires,  
Distingués invités,

La tenue de cette conférence ce jour l'inscrit dans l'histoire de notre pays et celle de l'Association des Maires de Centrafrique(AMCA), car elle aborde des thèmes de grande portée nationale qui sont en lien étroit avec la paix, la cohésion nationale et le vivre ensemble dont vous devez être les artisans les plus habiles dans vos localités respectives.

Comme vous le savez, j'ai hérité d'un pays détruit et ravagé par les nombreuses crises à répétition. La dernière, lancée depuis le 10 décembre 2012 a entraîné la déstructuration totale du tissu économique et social et des infrastructures de l'État. Elle a démantelé la structure et le bon fonctionnement de l'administration sur toute l'étendue du territoire, anéantissant ainsi de manière profonde l'autorité de l'État et des collectivités locales.

Les tensions sociales et politiques, les déplacements des populations couplées à l'absence d'une administration forte, présente et opérationnelle auprès des populations ont ainsi mis une hypothèque sur le processus de développement national et notamment sur le projet de Décentralisation et Régionalisation.

Dans cette situation de crise profonde et dans un environnement non stabilisé, comment créer les conditions de retour à la paix sociale, socle fondamental sur lequel resocialiser la population ?

Comment réparer le tissu social déchiré par les violences, les rivalités qui provoquent désordres et déséquilibres ? Comment remettre les structures publiques en état de marche ?

Comment fournir de nouveau les services urbains de base aux habitants pour améliorer leurs conditions de vie ?

Comment rassembler les forces vives du territoire évoluant inexorablement dans un processus de division ?

Comment rassembler des forces sectorielles éparpillées pour aller vers la cohésion sociale ?

Voilà autant de défis qui interpellaient les autorités nationales en République Centrafricaine, mais surtout les autorités locales qui ont aussi un rôle majeur à jouer, compte tenu de leur proximité avec les populations.

C'est pourquoi, dès mon accession à la tête de l'Etat, j'ai fait de la reconstruction du tissu social et de la réconciliation à la base l'une des priorités de mes actions. Les centrafricains qui hier, sans discrimination de genre, de confession religieuse, d'origine régionale ou ethnique, ont contribué à faire de ce pays une terre d'hospitalité dénommée jadis Suisse africaine, doivent désormais réapprendre à se parler, arriver à se pardonner et à revivre ensemble. Ils doivent reprendre par le travail et dans l'unité, la bataille pour la reconstruction de leur pays.

C'est dans ce sens que le Gouvernement a inscrit dans sa feuille de route la question du retour à une paix durable, dont la réconciliation nationale est un l'un des programmes phare. Le processus global de pacification mis en place est un programme séquencé en plusieurs étapes prenant en compte les aspirations profondes de la population centrafricaine meurtrie, en quête de paix. Le Forum de Brazzaville ayant abouti à la signature de l'accord de cessation des hostilités par les groupes armés à l'initiative du Médiateur de la crise centrafricaine, Son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, fut la première étape. Les consultations populaires et le Forum de Bangui en sont les étapes suivantes.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous rassurer que ma vision de la réconciliation n'a pas changé ; le dialogue à la base et la justice demeurent nécessaires pour que le Forum de Bangui puisse satisfaire à nos attentes de retour à une paix et au relèvement durable dont vous êtes les acteurs. Cette phase de consultation populaire permettra une meilleure appropriation citoyenne du dialogue à travers une approche de la base vers le sommet.

C'est pour asseoir cette vision que la célébration du 1<sup>er</sup> Décembre de cette année a été placée sous le signe de la réconciliation par le déploiement des Ministres résidents dans l'arrière pays afin d'amorcer le dialogue et la préparation du Forum de Bangui. Au-delà, il s'agissait également de renforcer la présence physique de l'État et de ses structures décentralisées dans les régions. En effet, la non présence physique de l'État et des autorités locales donne aux populations le sentiment d'avoir été abandonnées par l'administration. Il s'agissait aussi d'envisager la réhabilitation des édifices publics, des équipements collectifs et le rétablissement des services publics essentiels en vue de redonner confiance aux populations et d'asseoir durablement l'autorité de l'État.

Ces missions en province sont une opportunité pour mobiliser et agir, afin que sur toute l'étendue du territoire la libre circulation des personnes et des biens redevienne une réalité.

Les préfets et les délégations spéciales ont un rôle extrêmement important à jouer dans ce processus. En y associant bien entendu les autorités religieuses et traditionnelles ainsi que les familles influentes et les organisations de la société civile. Car rien de durable ne peut se faire au sein des communautés locales sans une « gouvernance de proximité », sans une implication et une participation active des principaux intéressés eux-mêmes.

C'est à travers une nouvelle manière d'être et de faire que nous pourrions obtenir la confiance des populations et leur totale adhésion dans toutes les actions à entreprendre.

La paix étant un travail de tous les jours et de longue haleine dans les esprits et les mentalités, il nous faut donc inventer un nouvel art du vivre ensemble. Et dans ce processus, les Préfets, les maires, les autorités locales, les chefs religieux, les groupements

de quartiers, les mouvements associatifs de jeunes et de femmes doivent en être le fer de lance.

Ils doivent tous être mobilisés dans le processus de la réconciliation par la base, du dialogue interculturel qui met autour de la table toutes les forces vives des territoires communaux, du réapprentissage du « vivre ensemble » dans le respect des différences et dans la paix pour reconstruire une société inclusive.

Dans ce contexte, la décentralisation, signe de la présence physique de l'Etat, des autorités locales civiles et militaires, doit être considérée comme l'une des actions prioritaires possibles dans la recherche de la cohésion et l'intégration sociales de nos populations.

Cette conférence abordera ces questions importantes, notamment lors de la journée de demain, consacrée aux panels sur ces thématiques.

Distinguées personnalités,  
Mesdames et Messieurs,

Vous avez également prévu de vous rendre à la Mosquée Centrale et à l'église St Sauveur pour manifester votre compassion et votre empathie envers ceux qui ont souffert et qui souffrent toujours des conséquences de la crise. Je salue le Grand Imam, l'Archevêque de Bangui et le révérend Pasteur qui dans un même élan œcuménique ont joué un rôle majeur dans le rapprochement des communautés.

Les conditions humanitaires précaires dans lesquelles vivent nos concitoyens sur les sites de fortune doivent nous interpeller tous. Votre proximité avec la population doit être capitalisée comme un vecteur de paix et de cohésion sociale.

Je vous exhorte à vous impliquer davantage dans les initiatives mises en œuvre par le Gouvernement, soutenues par la Communauté Internationale, en vue d'un retour progressif des populations déplacées de vos communes et arrondissements.

L'organisation des prochaines consultations électorales telles que figurées dans le chronogramme de l'Autorité Nationale des Elections repose en priorité sur le travail des Préfets et des Maires que vous êtes, en votre qualité de dépositaires des registres d'état civil, sinistrés par les derniers événements qui devront être reconstitués et en votre qualité d'acteurs dans les opérations électorales.

Vos travaux qui se dérouleront du 15 au 17 Décembre autour des thèmes de la paix, de la réconciliation et du retour des personnes déplacées devront déboucher sur des propositions et actions concrètes sur le rôle des autorités locales dans le processus de paix et de la sécurité au niveau local.

Pour terminer mon propos, je voudrais saisir cette occasion pour rendre un hommage mérité à la Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui, ainsi qu'à tous les Préfets, Maires et Autorités traditionnelles venus de l'arrière-pays pour la tenue de ces assises en dépit du contexte difficile que vivent nos cités. Avec la dernière crise, les activités ont été ralenties sur toute l'étendue du territoire. La ville de Bangui et les communes de Centrafrique manquent de moyens institutionnels, humains, techniques et financiers pour assumer leur bon fonctionnement.

Les communes de Centrafrique souhaitent donc que des partenaires viennent leur apporter un appui et accompagner leurs dynamiques de relèvement.

C'est pourquoi, je remercie une nouvelle fois l'Association Internationale des Maires Francophones pour l'appui multiforme apporté à la tenue de cette conférence et pour leur détermination à accompagner le processus de paix et de résilience des communautés en République Centrafricaine. Un tel accompagnement permettra à la Mairie de Bangui et aux Maires de Centrafrique de mener des actions ambitieuses et complètes en direction des populations.

Sur ces mots d'espoir, je prononce l'ouverture solennelle des travaux de la conférence des maires de Centrafrique pour la paix, la réconciliation, le retour des déplacés et la relance du développement.

Je vous remercie de votre bien aimable attention.